



## Le 17 mars, les journalistes réclameront des augmentations générales et conséquentes

Si le prix de l'essence et du gaz atteignent ces jours-ci des niveaux records, la forte augmentation des prix est une tendance de fond. Chaque mois, l'inflation en rythme annuel dépasse le record du mois précédent. Fin février, elle était à 3,6%.

A l'inverse, les salaires sont bien trop souvent en berne : refus du gouvernement de revaloriser le point d'indice des fonctionnaires et le montant du Smic, augmentations générales des salaires inexistantes ou trop faibles dans les entreprises, volonté des patrons de privilégier le versement de primes non pérennes...

La journée de mobilisation interprofessionnelle et intersyndicale du jeudi 17 mars fait de l'augmentation des salaires une revendication majeure. Le SNJ-CGT appelle les journalistes à prendre part à la grève et aux manifestations organisées pour l'occasion.

Dans la presse et les médias, les signes de tension se multiplient et les ripostes intersyndicales s'organisent. Chez Infopro Digital, premier groupe de presse professionnelle, les propositions de la direction dans le cadre des NAO (négociations annuelles obligatoires) ont suscité un rejet unanime de la part des organisations syndicales, qui pointent les « *bénéfices famalieux* » de l'entreprise, de 170 millions d'euros en 2021 ([lire ici](#)).

A Radio France, la direction refuse toute augmentation générale, sous la pression, assure-t-elle, de ses ministères de tutelle. « *Depuis sept ans, les injonctions économiques de plus en plus violentes provoquent une dégradation des conditions de travail, une augmentation de la charge de travail et des risques psychosociaux qui ne trouvent visiblement pas place dans les lignes budgétaires* », dénonce la CGT de Radio France ([lire ici](#)).

Dans le groupe Centre France (*La Montagne*), la direction ne veut pas lâcher plus de 1%. Une « *aumône* », grincent les syndicats, qui rappellent que 43 emplois sur 110 sont supprimés à l'imprimerie. L'intersyndicale, qui pointe « *la difficulté du dialogue social* » à *La Montagne* et dans le groupe Centre France, souligne que les salariés « *ont aujourd'hui le sentiment de n'avoir aucune reconnaissance de [leur] engagement et des efforts fournis* » ([lire ici](#)).

Même si les sommes obtenues sont inférieures à leurs revendications, les syndicats ont tout de même décroché des augmentations collectives dans certaines entreprises. Comme à TF1, avec 2,8% ou 1,8% selon le montant du salaire, après, cependant, un gel pour beaucoup des salariés en 2021 ([lire ici](#)).

Chez NextRadioTV, l'augmentation se situe entre 2% et 3%, toujours en fonction de l'importance du salaire. Les journalistes pigistes ont droit à 1,5% et à l'accès aux congés spéciaux, comme les autres salariés ([lire ici](#)).

Alors que le salaire moyen des journalistes stagne depuis dix ans, selon les données de la Commission de la carte d'identité des journalistes professionnels (CCIJP), le SNJ-CGT revendique des augmentations générales et conséquentes, y compris pour les journalistes pigistes, pour tenir compte de l'importance de l'inflation et du retard pris ces dernières années.

Une nécessité d'autant plus évidente au regard des difficultés d'exercice du métier, qui vont croissantes, dans des rédactions qui se dépeuplent. Les journalistes doivent toujours cumuler plus de compétences, être toujours plus polyvalents et effectuer toujours plus de tâches, toujours plus lourdes, dans un temps toujours plus limité.

En 2022, plus que jamais, augmentez les salaires!

**Montreuil, le 14 mars 2022.**